



MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'ÉNERGIE

Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Lorraine

FORBACH, le 27 février 2014

**UT DREAL 57**

4 Rue François de Guise - BP 50551  
57009 METZ CEDEX 1

Courriel : [ut57.dreal-lorraine@developpement-durable.gouv.fr](mailto:ut57.dreal-lorraine@developpement-durable.gouv.fr)

**RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES**

**OBJET** : Société VTB à LONGEVILLE LES SAINT AVOLD  
Constitution des garanties financières

**REFER** : Votre transmission du 10 janvier 2014

--	--	--

Ce document est susceptible de ne pas disposer de signature manuelle. Vous pouvez obtenir une copie de l'original signé en prenant contact à l'adresse mentionnée en en-tête.

Par transmission visée en référence, Monsieur le Préfet de la Région Lorraine, Préfet de la Moselle, fait parvenir à Madame la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, pour avis, le courrier de la société VTB à LONGEVILLE LES SAINT AVOLD relatif à la constitution de garanties financières.

## **I. PRESENTATION**

La société VTB a été autorisée, par l'arrêté préfectoral n° 2002-AG/2-21 du 30 janvier 2002 modifié, à exploiter une installation de valorisation et de traitement de déchets à LONGEVILLE LES SAINT AVOLD.

L'exploitant a également effectué une déclaration d'antériorité en février 2013.

L'exploitation est concernée par les dispositions du décret n° 2012-633 et de l'arrêté d'application du 31 mai 2012 relatifs aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des Installations Classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines, car elle est soumise à autorisation au titre des rubriques 2714, 2717 et 2791 de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

L'exploitant a donc déposé un dossier présentant le montant des garanties financières liées à l'exploitation de son site de LONGEVILLE LES SAINT AVOLD.

Le montant des garanties financières est déterminé comme suit :

$M = Sc [Me + \alpha (Mi + Mc + Ms + Mg)]$  avec :

- Sc : coefficient pondérateur de prise en compte des coûts liés à la gestion du chantier. Ce coefficient est égal à 1,10.
- Me : montant, au moment de la détermination du premier montant de garantie financière, relatif aux mesures de gestion des produits dangereux et des déchets présents sur le site de m'installation.
- $\alpha$  : indice d'actualisation des coûts.
- Mi : montant relatif à la neutralisation des cuves enterrées présentant un risque d'explosion ou d'incendie après vidange.
- Mc : montant relatif à la limitation des accès au site comprenant la pose d'une clôture autour du site et de panneaux d'interdiction d'accès à chaque entrée du site et sur la clôture tous les cinquante mètres.
- Ms : montant relatif au contrôle des effets de l'installation sur l'environnement couvrant la réalisation de piézomètres de contrôles et les coûts des analyses de la qualité des eaux la nappe au droit du site ainsi qu'un diagnostic de la pollution des sols.
- Mg : montant relatif au gardiennage du site ou à tout autre dispositif équivalent.

Pour le site de la société VTB, l'exploitant a obtenu :

- **Me = 110 307,08 €**, ce montant a été calculé en prenant en compte des coûts de traitement et de transport justifiés par les devis et factures des prestataires actuels.
- **Mi = 0 €**, car absence de cuves enterrées sur le site.
- **Mc = 0 €**, le site étant déjà équipé d'une clôture ainsi que de panneaux de restriction d'accès au site.
- **Ms = 35 500 €**, le site possède déjà 3 piézomètres pour la surveillance des eaux souterraines. L'exploitant a donc pris en compte uniquement le coût du contrôle et de l'interprétation des résultats de la qualité des eaux souterraines ainsi que le coût du diagnostic de pollution des sols avec une superficie de 3,90 hectares.
- **Mg = 118 915,61 €**, ce montant est calculé à partir d'un devis élaboré par une société spécialisée. Le devis a été établi sur la base d'une surveillance pendant 6 mois avec un gardien sur site 24h/24.

soit un **total** pour le calcul des garanties financières égal à **291 194,96 €**.

## **II. ANALYSE DE L'INSPECTION ET SUITES PROPOSEES**

L'analyse du document fourni par l'exploitant de la société VTB à LONGEVILLE LES SAINT AVOLD appelle les remarques suivantes :

⇒ Concernant le calcul du montant total de la garantie financière, l'exploitant n'a pas pris en compte l'indice d'actualisation  $\alpha$ . L'inspection a donc recalculé le calcul du montant total en prenant

$$\alpha = \frac{\text{Index}}{\text{Index}_0} \times \frac{(1 + \text{TVA}_R)}{(1 + \text{TVA}_0)} = 1,05.$$

Le montant retenu pour les garanties financières est donc de **299 194,8 € TTC**.

Nous proposons donc d'acter la mise en place de ces garanties financières par voie d'arrêté préfectoral complémentaire.

Ci-joint projet d'arrêté préfectoral rédigé en ce sens.

Ce projet pourra être porté à l'ordre du jour d'un prochain CODERST.

## PROJET D'ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE

Constitution de garanties financières en application  
de l'article R.516-1 du Code de l'Environnement

**VU** le Code de l'Environnement, livre V, titre 1<sup>er</sup> relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment ses articles R.512-39-4 et R.516-1 à R.516-6 ;

**VU** la nomenclature des Installations Classées ;

**VU** l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des Installations Classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R.516-1 du Code de l'Environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des Installations Classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines ;

**VU** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du Code de l'Environnement ;

**VU** les actes administratifs délivrés antérieurement, et notamment l'arrêté préfectoral n° 2002-AG/2-21 du 30 janvier 2002 modifié d'autorisation d'exploiter une installation de valorisation et de traitement de déchets à LONGEVILLE LES SAINT AVOLD ;

**VU** le courrier de l'exploitant en date du 24 décembre 2013 transmettant sa proposition de calcul de garantie financière ;

**VU** l'avis et les propositions de l'Inspection des Installations Classées en date du ;

**VU** l'avis du CODERST en date du ;

**CONSIDERANT** que les installations exploitées sont notamment soumises à autorisation au titre des rubriques 2714, 2717 et 2791 de la nomenclature des installations listées par l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé, et qu'elles sont considérées comme existantes au sens de ce même arrêté ;

**CONSIDERANT** que la proposition de calcul de garanties financières transmise par l'exploitant est conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé et conclut à un montant de garanties supérieur à 75 000 € ;

**CONSIDERANT** en conséquence que l'exploitant doit constituer des garanties financières en vue d'assurer la mise en sécurité de l'ensemble de son site en cas de cessation d'activité de ce dernier, conformément aux dispositions des articles R.516-1-5 et suivants du Code de l'Environnement ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle,

## A R R E T E

### **Article 1 - Champ d'application**

La société VTB, dont le siège social est situé ZI Route de Faulquemont à LONGEVILLE LES ST AVOLD (57740), est tenue de se conformer aux prescriptions complémentaires du présent arrêté pour son site de LONGEVILLE LES SAINT AVOLD.

### **Article 2 - Garanties financières**

#### **Article 2.1 - Objet des garanties financières**

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour l'ensemble des installations exploitées sur le site listées à l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé, et à leurs installations connexes.

Elles sont constituées dans le but de garantir, en cas de défaillance de l'exploitant, la mise en sécurité du site de l'installation en application des dispositions mentionnées à l'article R.512-39-1 du Code de l'Environnement.

### **Article 2.2 - Montant des garanties financières**

L'exploitant devra constituer, à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2014 et jusqu'à la clôture du dossier de cessation d'activité du site, des garanties financières dans les conditions prévues à l'article R.516-1-5 du Code de l'Environnement et à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé, à savoir :

- ⇒ 20% du montant initial des garanties financières à la date du 1<sup>er</sup> juillet 2014 ;
- ⇒ 20% supplémentaires du montant initial des garanties financières par an pendant quatre ans.

Le montant initial des garanties financières, défini sur la base de l'arrêté du 31 mai 2012 susvisé relatif au calcul des garanties financières, est fixé à 299 687,80 € TTC (avec un indice TP01 fixé à août 2013 de 702,6 et un taux de TVA à 20%).

### **Article 2.3 - Etablissement des garanties financières**

Le document attestant la constitution des garanties financières est délivré par l'un des organismes prévu à l'article R.516-2 du Code de l'Environnement.

Il est établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.

Le document attestant de la constitution des 20% du montant initial des garanties financières est transmis à l'Inspection des Installations Classées avant le 1<sup>er</sup> juillet 2014.

Les documents attestant de la constitution des incréments suivants sont transmis à l'Inspection des Installations Classées au moins trois mois avant chaque anniversaire de la constitution initiale.

### **Article 2.4 - Renouvellement des garanties financières**

Le renouvellement du montant total des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 2.3 du présent arrêté.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.

### **Article 2.5 - Actualisation des garanties financières**

Sans préjudice des dispositions de l'article R.516-5-1 du Code de l'Environnement, l'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet dans les cas suivants :

- ⇒ tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP01 ;
- ⇒ sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15% de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

Le montant réactualisé est obtenu par application de la méthode d'actualisation précisée à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé.

### **Article 2.6 - Révision du montant des garanties financières**

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une modification du coût de mise en sécurité nécessite une révision du montant de référence des garanties financières et doit être portée à la connaissance du Préfet avant sa réalisation.

### **Article 2.7 - Absence de garanties financières**

Outre les sanctions rappelées à l'article L.516-1 du Code de l'Environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension de fonctionnement des Installations Classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.171-8 du Code de l'Environnement. Pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

### **Article 2.8 - Appel des garanties financières**

Le Préfet peut faire appel aux garanties financières à la cessation d'activité, pour assurer la mise en sécurité du site en application des dispositions mentionnées à l'article R.512-39-1 du Code de l'Environnement :

- ⇒ soit en cas de non-exécution par l'exploitant de ces dispositions, après intervention des mesures prévues à l'article L.171-8 du Code de l'Environnement ;
- ⇒ soit en cas de disparition juridique de l'exploitant.

### **Article 2.9 - Levée de l'obligation de garanties financières**

L'obligation de garanties financières est levée, en tout ou partie, à la cessation d'exploitation totale ou partielle des installations nécessitant la mise en place des garanties financières et après que les travaux couverts par lesdites garanties ont été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R.512-39-1 à R.512-39-3 du Code de l'Environnement, par l'Inspection des Installations Classées qui établit un procès-verbal de constat de fin de travaux.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral après consultation des maires des communes intéressées.

En application de l'article R.516-5 du Code de l'Environnement, le Préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

### **Article 3 - Changement d'exploitant**

Les dispositions de l'article 39 de l'arrêté préfectoral n° 2002-AG/2-21 du 30 janvier 2002 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Le changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale. Le nouvel exploitant adresse au Préfet les documents établissant ses capacités techniques et financières et l'acte attestant de la constitution de ses garanties financières, au moins trois mois avant le changement effectif d'exploitant.

Lorsque le changement d'exploitant n'est pas subordonné à une modification du montant des garanties financières, l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques n'est pas requis. A défaut de notification d'une décision expresse dans un délai de trois mois, le silence gardé par le Préfet vaut autorisation de changement d'exploitant. »

### **Article 4 - Quantités maximales de déchets pouvant être entreposées sur le site**

Les dispositions de l'article 30 de l'arrêté préfectoral n° 2002-AG/2-21 du 30 janvier 2002 et de l'article 5 de l'arrêté préfectoral n° 2002-AG/2-233 du 12 août 2002 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« A tout moment, les quantités de déchets pouvant être entreposées sur le site ne doivent pas dépasser, pour chaque type de déchets, les valeurs maximales définies dans le tableau ci-dessous, sur la base desquelles le montant des garanties financières fixé à l'article 2.2 du présent arrêté a été calculé.

Type de déchets		Quantité maximale sur site en tonne
Bois	Dangereux	125
	Non dangereux	2 275
Emballages	Dangereux	50
	Non dangereux	250
DTQD		20

»

### **Article 5 - Sanctions**

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 7 du livre I du Code de l'Environnement.

### **Article 6 - Frais**

Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

### **Article 7 - Articles d'exécution**